

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Symefoga : le cri de trop

EN avril 2020, le Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais avait affirmé que le gouvernement gérait mal la crise sanitaire liée au Covid-19. Des mois plus tard, la situation s'est aggravée selon lui. Plusieurs structures sanitaires sont encore dépourvues de médicaments ou de protections individuelles.

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

Ce n'est pas la première fois que le Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais (Symefoga) dénonce la gestion du gouvernement de la crise sanitaire liée au Covid-19. Le 27 avril 2020, toujours par le biais d'un communiqué, le Symefoga s'était insurgé contre le "mépris des autorités vis-à-vis du personnel soignant".

Et le tableau, à ce moment-là, était le suivant selon le syndicat : les hôpitaux manquaient d'équipements de protection individuelle, de savon, de solutions hydroalcooliques, etc. Son nouveau communiqué, publié le 3 mars dernier, reste dans la même veine, mais devient plus sombre. Pour les médecins fonctionnaires, tout est allé de mal en pis depuis le mois d'avril 2020. Trois points permettent de comprendre la gravité de la situation.

- **Le CHUL** n'est plus en mesure de prendre correctement en charge les malades Covid : "Comment comprendre que deux centrales de production d'oxygène aient été laissées en l'état (seuls trois modules sur huit nécessaires sont fonctionnels). Comment accepter les ruptures incessantes en oxygène dans un hôpital en première ligne de la prise en charge des patients Covid-19 graves (exposant chaque minute les patients à la mort et mettant le personnel dans une angoisse perpétuelle) ? Combien de patients devons-nous encore perdre pour que les moyens arrivent à nous et à nos patients ? Comment peut-on prendre en charge des patients, en particulier Covid positifs sans scanner et laboratoire fonctionnels ?", a souligné le Symefoga.

Ses adhérents ne comprennent pas pourquoi "sans moyens supplémentaires, le ministère de la Santé et les responsables techniques du Copil demandent d'augmenter la capacité d'accueil des patients Covid-19 graves." Surtout que le CHUL est devenu "la vitrine de l'agonie" du système de santé gabonais. *Le personnel de santé peine de plus en plus : 400 millions de francs n'ont toujours pas été versés dans le cadre de l'indemnité Covid-19. Le CHU de Libreville, qui a pris en charge gratuitement la majorité des patients (donc pas d'entrée financière pendant 5 mois), n'a eu aucune compensation financière au point que sa directrice générale peine à payer les salaires et les primes de son personnel, plaident les médecins. "Le personnel, qui doit se relayer et parfois passer 24 heures dans les hôpitaux, n'est ni nourri, ni transporté. Il est régulièrement victime de la brutalité des agents des forces de défense et de sécurité pour qui la carte professionnelle ne suffit pas toujours", poursuit l'organisation. Cette dernière estime que les soignants sont abandonnés à eux-mêmes.

- **UNE ARNAQUE AUTOUR DES TESTS VIP EST ORGANISÉE** : "Le Copil a mis en place un système de racket en rendant payants les tests de dépistage de la Covid-19 et en imposant ce test pour les gestes les plus courants (aller au restaurant, aller au culte, se déplacer sur le territoire national alors que la pandémie touche tout le pays...). La gratuité annoncée des tests ne nous semble que le meilleur moyen de pousser les Gabonais à payer 20 000 francs CFA au travers de ce fameux système VIP toujours en vigueur parfois sans reçu", accuse le syndicat. La lecture du communiqué du Syndicat des médecins

fonctionnaires gabonais sonne bizarrement comme un écho au récent Top 20 des pays africains ayant bien géré la pandémie. Selon ce classement effectué en février dernier par l'indice du Lowy Institute (un organisme australien), le Rwanda était le 6e meilleur pays au monde et le 1er Africain dans la gestion du Covid-19. L'Afrique du Sud occupait la dernière place africaine du classement, avec un 82e rang mondial pour un indice de 25,4. L'absence du Gabon dans ce Top 20 a été vécue comme un étrangeté pour de nombreux citoyens nourris quotidiennement aux chiffres du Copil et du ministère de la Santé. Car, les différents communiqués donnaient l'impression que les hôpitaux du pays, en dépit de la flambée épidémique, étaient armés pour faire face à la deuxième vague de la pandémie.

Si on en croit le syndicat, on dirait bien que non. Mais ce communiqué reste bien le cri de trop au moment où la crise sanitaire fait rage.



Photo : Wilfried MBINAH

Pour le Symefoga, le CHUL est le symbole des hôpitaux en difficulté.

CE QUE DENONCENT LES MÉDECINS

- Non effectivité de l'indemnité Covid-19, moyens de protection, amélioration du plateau technique, transport gratuit.
- Prise en charge des patients Covid positifs sans scanner et laboratoires fonctionnels
- Insuffisance de médicaments et d'équipements de protection individuelle et d'hygiène dans les hôpitaux.

op !



Photo: DR/L'Union

Dr Guy Patrick Ndong Obiang: " Ne pas occulter les efforts faits par le gouvernement "



Prissilia M MOUITY
Libreville/Gabon

Un diagnostic accablant

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

Le Syndicat des médecins fonctionnaires du Gabon (Symefoga) est une fois de plus sorti de sa réserve : pour dénoncer vigoureusement la gestion de la crise en milieu hospitalier. C'est ce qui se dégage de la dernière sortie des médecins fonctionnaires gabonais. Dans sa déclaration du 3 mars, le Symefoga revient sur l'ensemble des maux qui paralysent notre système sanitaire. Mais, surtout, ce qui, d'après leurs dires, s'apparente à un mépris des autorités à leur égard. Les 23 mars et 13 juillet 2020, les blouses blanches réunies au sein du Symefoga interpellaient les autorités

quant à la gestion de la pandémie et la vétusté des plateaux techniques "laissés à l'abandon par les gouvernants". Ils tiraient déjà la sonnette d'alarme sur la gestion rigoureuse de l'argent public dédié à cette guerre contre le Covid-19. Depuis, leurs cris sont-ils parvenus aux bonnes oreilles ? Que nenni ! Aucune amélioration n'est perceptible, comme en témoigne cette déclaration des médecins. Il semblerait que les soldats en première ligne dans cette guerre engagée contre cet ennemi invisible soient laissés pour compte et en paient un lourd tribut. Ainsi, les déclarations du Symefoga se succèdent et les solutions aux problèmes toujours attendues. Si les dysfonctionnements soulevés

par Dr Adrien Mougougou et les siens datent de l'époque Mathusalem, il faut toutefois préciser la particularité du contexte pour lequel le gouvernement doit revoir sa copie du moment où la survie des populations dépend en partie de la force des soldats de première ligne. D'autant plus que des financements internes et externes ont été accordés dans le cadre de la riposte. Cette manne était destinée au renforcement du plateau technique indispensable à la prise en charge des cas positifs et l'achat des équipements. Non sans omettre la question du paiement intégral de l'indemnité Covid-19 annoncée par les plus hautes autorités qui constitue une préoccupation.

Le syndicat des médecins fonctionnaires du Gabon (Symefoga) a-t-il eu raison de sonner le tocsin, une fois de plus ? Pour le ministre de la Santé, Dr Guy Patrick Obiang Ndong, les syndicalistes ont leur part de responsabilité ou font dans la mauvaise foi dans les maux qu'ils dénoncent. Il relève les efforts que fait le gouvernement pour "parer aux insuffisances" créées par cette crise à laquelle personne ne s'attendait "en privilégiant aujourd'hui les structures sanitaires qui assurent la prise en charge Covid". Il en est ainsi du problème d'oxygène dû à une hyperexploitation des structures de soins en termes d'oxygène, a indiqué le ministre de la Santé, tout en rappelant que le Copil livre régulièrement des bouteilles d'oxygène au CHUL en cas de besoin. Ce que doit pourtant savoir le président du Symefoga, membre du comité de direction du CHUL. Par rapport à l'annexe du bâtiment de traumatologie dont font état les syndicalistes, le membre du gouvernement rappelle que ce bâtiment a été réhabilité et n'attend que le lancement de ses

activités de prise en charge du Covid. S'agissant du scanner du CHUL, tombé en panne pour des raisons de surutilisation, une commande a été bel et bien faite. Concernant l'indemnité Covid, le ministère de la Santé a mis en place une commission où les responsables des syndicats ont participé pour produire la liste qui devait être envoyée au ministère du Budget. Donc, s'il y a des manquements par rapport à cette liste, il faudrait quand même qu'ils acceptent leur part de responsabilité qui n'incombe nullement au gouvernement", a expliqué le ministre qui dénonce au passage "ce syndicat qui politise son courrier lorsqu'il parle de l'assassinat de deux Gabonais par le gouvernement". Occultant le problème de gouvernance hospitalière, de prise en charge des patients dans les hôpitaux où l'arnaque des patients est de mise, ou des cas de vols dans les hôpitaux, qui devraient davantage intéresser le Symefoga. Pour sa part, le directeur général du Centre hospitalier de Libreville (Chul), Dr Marie-Thérèse Vane, estime qu'on ne peut, dans le contexte actuel, accuser un pays ou un hôpital d'être incompetent dans la prise en charge de ce virus.